

Forum de rentrée 2025 - Atelier

« Usure démocratique, fatigue civique : le local en panne ? »

*Intervenant·es : **Danielle Cornet**, vice-présidente du Département chargée de la Jeunesse et de la citoyenneté, **Bassem Asseh**, premier adjoint à la maire de Nantes, délégué au Dialogue citoyen*

Éléments d'introduction de Danielle Cornet

Nous assistons à une crise de confiance pour une grande partie des Français face à 'la vitalité de la vie démocratique, avec une défiance plus marquée à l'échelon national. L'échelon local semble résister. Les prochaines élections municipales de 2026 vont-ils relancer l'intérêt des citoyens dans la vie locale, et l'envie de s'y engager ou bien se détourneront-ils de ce temps fort démocratique, en recherchant d'autres formes d'actions ?

Le Département a fait du renouveau de l'engagement citoyen un pilier de son projet stratégique.

- En soutenant et valorisant les engagements au service de l'intérêt général, au travers l'accueil de jeunes en service civique ;
- En associant les citoyens à la prise de décisions par le biais des concertations sur les projets du Département et aux phases d'évaluation des actions menées ;
- En travaillant sur la transparence, souvent jugées insuffisante par les citoyens par une volonté d'ouvrir les données du Département en facilitant l'accès au Numérique et aux données publiques, je veux parler de l'Open Data qui a valu un prix au Département pour la qualité de sa démarche en 2015 ;
- Le Budget participatif, 1ère version dotée de 2 Millions d'Euros et qui donne possibilité aux habitants de proposer un projet et qui répondent au triple défi solidaire, écologique, et citoyen a trouvé son public avec 56 projets lauréats après une forte mobilisation de votes. Karine Fouquet, en charge de la mise en place de ce projet nous en dira plus tout à l'heure.
- Le Droit d'interpellation citoyenne n'a pas trouvé son public et nous en avons tiré le bilan : à développer demain. Une nouvelle version est en préparation en tenant compte du retour d'expérience de la première version et après consultation des associations et citoyens volontaires, et qui s'adressera aux jeunes de 16 à 25 ans, ou 29 si le jeune est en situation de handicap.

Comment percevez-vous ces projets ? font-ils écho à la recherche du renouveau de l'engagement citoyen ?

- Le local a-t-il encore une carte à jouer pour relancer l'engagement citoyen et faire vivre la démocratie ? Ou bien allons-nous être rattrapé par la défiance généralisée de la politique nationale ?
- Le mouvement des gilets jaunes, a laissé une trace amère renforçant plutôt chez les citoyens de ne pas avoir été entendus ? Quel impact a eu leurs paroles sur les décisions prises ?
- On assiste à un exercice de la parentalité affaibli chez des parents en grande difficulté,
- L'impact des inégalités sociales accentue le risque pour les jeunes ados de se tourner vers des « grands frères peu recommandables » qui leur font miroiter un avenir, argent et pouvoir, avec une déconsidération de la dimension humaine.
- Les Centres sociaux culturels sont-ils encore en mesure de redonner des repères et une vie sociale tant aux parents qu'aux jeunes adolescents ?
- Les aider à redécouvrir le bien commun et le sens de l'intérêt général ? Pour in fine faire vivre la démocratie locale ?

Je vous propose d'ouvrir le débat et de réagir sur ces questions en point de départ ou de témoigner sur des actions, projets qui luttent contre l'usure civique et l'individualisme, et redonne l'envie de s'engager ensemble.

Éléments d'intervention de Bassem Asseh

Synthèse de la note c- écrite par Bassem pour la Fondation Jean-Jaurès : « Et si l'IA était au service de la démocratie ? L'exemple du grand débat national » que vous pouvez consulter en intégralité ici : <https://www.jean-jaures.org/publication/et-si-lia-était-au-service-de-la-democratie-l'exemple-du-grand-debat-national/>

L'intervention de Bassem lors de cet atelier est à réécouter ici : <https://creators.spotify.com/pod/profile/bassem-asseh/episodes/Loire-Atlantique--Gauche--Table-ronde-Dmocratie-e38g1f7>

La crise de la démocratie française ne date pas d'hier, mais les derniers travaux de Luc Rouban et les résultats du baromètre de la confiance politique du CEVIPOF en soulignent l'ampleur et la nouveauté.

Ce que nous observons aujourd'hui, ce n'est plus seulement un désintérêt ou une lassitude face à la politique, mais une désillusion profonde. Rouban parle d'"impuissance politique". Non pas celle des citoyens qui s'abstiennent, mais

celle qu'ils prêtent désormais aux institutions elles-mêmes. Le vote apparaît comme un geste presque vide : 46 % des Français considèrent que les élections ne permettent pas de changer les choses. Ce sentiment est particulièrement marqué chez les jeunes générations : un jeune sur deux entre 18 et 34 ans pense que le vote est inefficace.

Or, il ne s'agit pas d'un retrait du champ politique : beaucoup continuent à voter, mais sans y croire vraiment. Plus grave encore : 57 % des Français estiment que "le vrai pouvoir est ailleurs", hors de portée du suffrage. Dans les marchés financiers, dans les grandes entreprises, dans des institutions lointaines comme l'Union européenne. Ce déplacement du pouvoir nourrit l'idée que la démocratie représentative n'a plus de prise sur le réel.

Enfin, deux Français sur trois déclarent vouloir "se tenir à distance de la vie politique" pour se consacrer à leur vie personnelle, familiale ou associative. La politique est reléguée au second plan, perçue comme impuissante ou mensongère. La désillusion démocratique devient une réalité sociale partagée, au-delà des clivages partisans.

Les doléances comme symptôme et tentative de réponse

Cette défiance, nous l'avons vue s'exprimer dans les cahiers de doléances et le Grand Débat national qui ont suivi le mouvement des Gilets jaunes.

Dans la synthèse que j'ai réalisée à partir des contributions numériques, un fil rouge apparaît : le besoin d'une démocratie plus vivante, plus proche et plus transparente. Les citoyens réclament des dispositifs réguliers et concrets :

- des référendums d'initiative citoyenne, locaux comme nationaux ;
- l'intégration de citoyens tirés au sort dans les instances de délibération ;
- une décentralisation accrue, avec plus d'autonomie pour les communes et les régions ;
- des obligations de transparence et de reddition de comptes pour les élus ;
- une éducation civique renforcée dès le plus jeune âge, pour former des citoyens capables d'agir et de débattre.

Ces contributions révèlent une méfiance persistante envers les partis politiques nationaux, accusés d'opacité et de connivence avec les lobbys. Mais elles soulignent aussi une confiance réelle envers les élus locaux — les maires, les conseillers municipaux — ainsi qu'envers les associations, perçues comme plus proches et plus sincères.

Autrement dit, au moment même où les partis déclinent, la proximité reste une ressource démocratique. L'étude de la Fondation Jean-Jaurès sur les cahiers manuscrits parue cette semaine prolonge ce constat. En travaillant sur plus de

200 000 contributions écrites à la main, elle montre que ces cahiers n'étaient pas de simples recueils de plaintes, mais des gestes politiques.

L'expression manuscrite a permis à des citoyens souvent éloignés des arènes institutionnelles de dire "je" pour mieux formuler un "nous". Leur message tient en une formule entendue lors d'un forum : "On ne veut pas participer, on veut décider". Derrière cette phrase se joue une critique de la démocratie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui : trop de consultation descendante, trop de dispositifs où l'on demande aux citoyens leur avis sans leur donner de prise réelle sur la décision.

Les cahiers révèlent à la fois le ressentiment — le sentiment d'être méprisés, d'être réduits au silence — et la volonté de transformer ce ressentiment en projet collectif. Ils ont également mis en évidence un vocabulaire politique singulier : une opposition entre les "grands" et les "petits" (grandes entreprises vs petits commerçants, grandes régions vs petites communes, grandes fortunes vs petites retraites).

Derrière cette dichotomie, on retrouve une demande d'égalité et de reconnaissance, exprimée dans des mots simples, mais qui disent beaucoup de la fracture démocratique et sociale du pays. Ces deux corpus — contributions numériques et cahiers manuscrits — expriment la même exigence : réanimer la démocratie dans la vie réelle, dans les territoires, et ne pas se contenter d'une démocratie réduite au vote périodique.

L'expérience nantaise : un dialogue citoyen permanent

C'est dans ce contexte de défiance et de recherche de nouveaux chemins démocratiques que la Ville de Nantes a développé depuis plusieurs années un dialogue citoyen aussi permanent que possible.

- Les budgets participatifs permettent aux habitants de proposer et de décider directement de projets financés par la Ville
- Les Lieux à réinventer permettent aux habitants, associations et collectifs nantais de proposer et co-construire de nouveaux usages pour des bâtiments ou espaces vacants afin de leur donner une seconde vie collective et citoyenne.
- Les conseils citoyens et assemblées annuelles de quartier assurent une présence régulière de la parole des habitants dans les politiques locales.
- Des conventions citoyennes, inspirées du tirage au sort, ont été organisées sur le climat, sur la tranquillité publique, ou encore sur les mobilités.
- Enfin, la plateforme numérique du Dialogue citoyen ouvre un espace de participation continue : contributions en ligne, suivi des projets, évaluation des engagements.

L'ambition est claire : rapprocher institutions et habitants, faire en sorte que la décision publique ne soit pas seulement un acte d'autorité, mais le fruit d'une construction partagée car c'est en connaissant les attentes des citoyens qu'on y répond le mieux et qu'on obtient, on l'espère, une puissance publique efficace.

Les conditions de la démocratie véritable

Mais il faut dire les choses franchement : ces démarches n'ont de sens que si elles sont conduites avec une exigence démocratique réelle. Sinon, elles deviennent contre-productives, renforçant encore la désillusion soit en faisant croire que les projets sont co-construits ou du moins co-conçus, soit en cédant de la place à un jeu de lobbying.

Trois conditions sont essentielles :

1. La représentativité : pas de démocratie sans pluralisme. Les dispositifs doivent garantir la présence des voix populaires, des jeunes, des minorités. Si seuls les plus diplômés ou les plus disponibles participent, on ne fait que reproduire les inégalités.
2. La qualité procédurale : une vraie démocratie — a fortiori participative — suppose des procédures solides, qui permettent le débat contradictoire, l'expression des désaccords, la confrontation d'arguments. La consultation purement formelle, sans possibilité d'échanger, est un simulacre.
3. La responsabilité : enfin, la démocratie, c'est l'obligation de rendre des comptes. Les élus doivent expliquer ce qui est retenu, pourquoi certaines propositions sont écartées, et accepter que le citoyen puisse sanctionner lors du prochain vote. Sans reddition de comptes, la participation n'est qu'un décor.

Conclusion

Nous vivons une époque de désillusion démocratique. Mais cette désillusion n'est pas synonyme de résignation. Elle ouvre au contraire un espace pour repenser nos institutions.

Les doléances l'ont montré : les citoyens veulent être acteurs, pas spectateurs. Les expériences locales, comme à Nantes, prouvent que l'on peut, à notre échelle, inventer des formes nouvelles de dialogue. Mais pour que la démocratie participative reste de la démocratie, il faut être intraitable : pluralisme, procédure et responsabilité. Sans cela, nous ne faisons que mettre en scène une démocratie factice. Avec cela, nous pouvons lui redonner chair et confiance.